

Ce texte constitue seulement un outil de documentation et n'a aucun effet juridique. Les institutions de l'Union déclinent toute responsabilité quant à son contenu. Les versions faisant foi des actes concernés, y compris leurs préambules, sont celles qui ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne et sont disponibles sur EUR-Lex. Ces textes officiels peuvent être consultés directement en cliquant sur les liens qui figurent dans ce document

► B

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2016/670 DE LA COMMISSION
du 28 avril 2016**

établissant une surveillance préalable de l'Union des importations de certains produits sidérurgiques originaires de certains pays tiers

(JO L 115 du 29.4.2016, p. 37)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
► <u>M1</u>	Règlement d'exécution (UE) 2017/1092 de la Commission du 20 juin 2017	L 158	8	21.6.2017

▼B

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2016/670 DE LA COMMISSION
du 28 avril 2016**

établissant une surveillance préalable de l'Union des importations de certains produits sidérurgiques originaires de certains pays tiers

Article premier

1. La mise en libre pratique dans l'Union de certains produits sidérurgiques énumérés à l'annexe I du présent règlement est soumise à une surveillance préalable de l'Union, en conformité avec le règlement (UE) 2015/478 et le règlement (UE) 2015/755. ►M1 Cette disposition s'applique aux importations dont le poids net est supérieur à 2 500 kilogrammes pour chaque code TARIC individuel et à 5 000 kilogrammes pour chaque code TARIC individuel soumis à une surveillance préalable et relevant de la position 7318 du SH. ◀

2. Le classement des produits visés par le présent règlement se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de l'Union (TARIC). L'origine de ces produits est déterminée conformément à l'article 60 du code des douanes de l'Union ⁽¹⁾.

3. Les produits originaires de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein sont exemptés.

Article 2

1. La mise en libre pratique dans l'Union des produits visés à l'article 1^{er} est subordonnée à la présentation d'un document de surveillance délivré par les autorités compétentes d'un État membre.

2. Le paragraphe 1 commence à s'appliquer 21 jours ouvrables après l'entrée en vigueur du présent règlement.

3. Le document de surveillance visé au paragraphe 1 est délivré automatiquement par les autorités compétentes des États membres, sans frais et pour toutes les quantités demandées, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du dépôt de la demande par tout importateur dans l'Union, quel que soit le lieu de son établissement dans l'Union. Sauf preuve du contraire, la demande est réputée reçue par l'autorité nationale compétente dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt.

4. Un document de surveillance délivré par une des autorités énumérées à l'annexe II est valable dans l'ensemble de l'Union.

5. Le document de surveillance est émis au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe I du règlement (UE) 2015/478 ou à l'annexe II du règlement (UE) 2015/755 pour les importations en provenance des pays tiers énumérés à l'annexe I de ce même règlement.

⁽¹⁾ Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union (JO L 269 du 10.10.2013, p. 1).

▼B

6. La demande de l'importateur doit comporter les éléments suivants:
- a) le nom et l'adresse complète du demandeur (y compris les numéros de téléphone et/ou de télécopieur et l'adresse électronique et l'éventuel numéro d'identification auprès de l'autorité nationale compétente), ainsi que son numéro d'immatriculation TVA s'il est assujetti à la TVA;
 - b) le cas échéant, le nom et l'adresse complète du déclarant ou du représentant éventuel du demandeur (y compris les numéros de téléphone et/ou de télécopieur et l'adresse électronique);
 - c) la désignation des marchandises, avec indication:
 - 1) de leur appellation commerciale;
 - 2) du code TARIC;
 - 3) de leur origine et de leur provenance;
 - d) les quantités déclarées, exprimées en kilogrammes et, le cas échéant, en toute autre unité supplémentaire pertinente (paires, pièces, etc.);
 - e) la valeur caf frontière de l'Union en euros des marchandises;
 - f) la déclaration suivante, datée et signée par le demandeur avec l'indication de son nom, en lettres capitales: «Je soussigné, certifie que les renseignements portés sur la présente demande sont exacts et établis de bonne foi et que je suis établi dans l'Union.»

L'importateur doit également fournir des justificatifs commerciaux de son intention d'importer, par exemple une copie du contrat de vente ou d'achat ou de la facture pro forma. Si nécessaire, par exemple dans les cas où les marchandises ne sont pas achetées directement dans le pays producteur, l'importateur présente un certificat de production délivré par l'aciérie productrice.

7. Sans préjudice d'une éventuelle modification du régime d'importation en vigueur ou de dispositions particulières prises dans le cadre d'un accord ou de la gestion d'un contingent:

- a) la période de validité des documents d'importation est fixée à quatre mois;
- b) les documents de surveillance non utilisés ou partiellement utilisés peuvent être prorogés pour une période équivalente.

8. Les autorités compétentes peuvent, selon les conditions qu'elles auront fixées, autoriser la transmission ou l'impression de déclarations ou de demandes par voie électronique. Toutefois, tous les documents et toutes les pièces justificatives doivent être mis, sur demande, à la disposition des autorités compétentes.

▼M1

9. Outre la version papier, les autorités nationales peuvent créer des versions électroniques du document de surveillance pour faciliter son traitement et sa transmission.

▼B

Article 3

1. Le fait que le prix unitaire auquel la transaction est effectuée diffère de celui indiqué dans le document de surveillance de moins de 5 % à la hausse ou à la baisse ou que la quantité totale des produits présentés à l'importation dépasse la quantité indiquée dans le document de surveillance de moins de 5 % ne fait pas obstacle à la mise en libre pratique des produits en question.

2. Les demandes de documents de surveillance et les documents eux-mêmes ont un caractère confidentiel. Ils sont réservés uniquement aux autorités compétentes et au demandeur.

Article 4

1. Les États membres communiquent à la Commission, aussi régulièrement et de manière aussi actualisée que possible, et au plus tard le dernier jour de chaque mois, le détail des quantités et des montants exprimés en euros pour lesquels des documents de surveillance ont été délivrés.

Les informations fournies par les États membres sont ventilées par produit, par code TARIC et par pays.

2. Les États membres indiquent les anomalies ou fraudes éventuellement constatées et, le cas échéant, la base sur laquelle ils ont refusé d'accorder un document de surveillance.

Article 5

Les notifications prévues par le présent règlement doivent être adressées à la Commission et communiquées par voie électronique au moyen du réseau intégré mis en place à cette fin, à moins que des raisons techniques impératives ne rendent temporairement nécessaire l'utilisation d'autres modes de communication.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement s'applique à compter du jour suivant sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne* et jusqu'au 15 mai 2020.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

▼M1*ANNEXE I***Liste des produits soumis à une surveillance préalable de l'Union**

7207 11 14	7225	7318 12 90
7208	7226	7318 14 91
7209	7227	7318 14 99
7210	7228	7318 15 42
7211	7229	7318 15 58
7212	7301	7318 15 68
7213	7302	7318 15 82
7214	7304	7318 15 88
7215	7305	7318 15 95
7216	7306	7318 16 40
7217	7307 19 10	7318 16 92
7219	7307 23	7318 16 99
7220	7307 91 00	7318 19 00
7221	7307 93 11	7318 21 00
7222	7307 93 19	7318 22 00
7223	7307 99 80	

▼M1

ANNEXE II

СПИСЪК НА КОМПЕТЕНТНИТЕ НАЦИОНАЛНИ ОРГАНИ

LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES

SEZNAM PŘÍSLUŠNÝCH VNITROSTÁTNÍCH ORGÁNŮ

LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER

LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN

PÄDEVATE RIJKLIKE ASUTUSTE NIMEKIRI

ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΙΣ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ

LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES

LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES

POPIS NADLEŽNÍH NACIONALNIH TIJELA

ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI

VALSTU KOMPETENTO IESTĀŽU SARAKSTS

ATSAKINGŲ NACIONALINIŲ INSTITUCIJŲ SĄRAŠAS

AZ ILLETÉKES NEMZETI HATÓSÁGOK LISTÁJA

LISTA TAL-AWTORITAJIET NAZZJONALI KOMPETENTI

LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES

WYKAZ WŁAŚCIWYCH ORGANÓW KRAJOWYCH

LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES

LISTA AUTORITĂȚILOR NAȚIONALE COMPETENTE

ZOZNAM PRÍSLUŠNÝCH ŠTÁTNÝCH ORGÁNOV

SEZNAM PRISTOJNIH NACIONALNIH ORGANOV

LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA

FÖRTECKNING ÖVER BEHÖRIGA NATIONELLA MYNDIGHETER

BELGIQUE/BELGIË

Service public fédéral de l'économie, des PME, des classes moyennes et de l'énergie

Direction générale du potentiel économique

Service des licences

rue du Progrès 50

B-1210 Bruxelles

Fax +32 22775063

Federale Overheidsdienst Économie, KMO,

Middenstand & Énergie

Algemene directie Economisch Potentieel

Dienst Vergunningen

Vooruitgangstraat 50

B-1210 Brussel

Fax +32 22775063

▼M1

БЪЛГАРИЯ

Министерство на икономиката
дирекция «Регистриране, лицензиране и контрол»
ул. «Славянска» № 8
1052 София
Факс: (359-2) 981 50 41
Fax (359-2) 980 47 10

ČESKÁ REPUBLIKA

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
CZ-110 15 Praha 1
Fax (420) 224 21 21 33

DANMARK

Danish Business Authority
Ministry of Industry, Business and Financial Affairs
Langelinie Allé 17
DK-2100 Copenhagen O
Phone: +45 3529 1500
Courriel: importregistreri@erst.dk

DEUTSCHLAND

Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle,
(BAFA)
Frankfurter Straße 29—35
D-65760 Eschborn 1
Fax (49) 6196 90 88 00
Courriel: einfuhr@bafa.bund.de

EESTI

Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium
Harju 11
EE-15072 Tallinn
Faks: +372 631 3660

IRELAND

Department of Jobs, Enterprise and Innovation
Import/Export Licensing Unit
23 Kildare Street
IE- Dublin 2
Fax + 353-1-631 25 62

▼M1

ΕΛΛΑΣ

Υπουργείο Οικονομίας και Ανάπτυξης
Γενική Διεύθυνση Διεθνούς Οικονομικής και Εμπορικής Πολιτικής
Δ/νση Συντονισμού Εμπορίου και Εμπορικών Καθεστώτων
Τμήμα Β': Ειδικών Καθεστώτων Εισαγωγών
Οδός Κορνάρου 1
GR 105 63 Αθήνα
Τηλ.: +30 210 3286041-43
Φαξ: +30 210 3286094
Courriel: e3a@m nec.gr

ESPAÑA

Ministerio de Economía y Competitividad
Secretaría de Estado de Comercio
Subdirección General de Política Comercial de la Unión Europea y Comercio
Internacional de Productos Industriales
Paseo de la Castellana 162, 28046 Madrid
(+ 34) 91 349 36 70
vigilanciasiderurgica@comercio.mineco.es

FRANCE

Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique
Direction générale des entreprises
Bureau des matériaux
67, rue Barbès
BP 80001
94201 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. +33 179843352
surveillance-acier.dge@finances.gouv.fr

REPUBLIKA HRVATSKA

Ministarstvo financija
Carinska uprava
Alexandera von Humboldta 4a
10000 Zagreb
Tel. (385) 1 6211321
Fax (385) 1 6211014

ITALIA

Ministero dello Sviluppo Economico
Direzione Generale per la Politica Commerciale
DIV. III
Viale America, 341
I-00144 Roma
Fax (39) 06 59 93 26 36
Courriel: dgpci.div3@mise.gov.it

▼M1

KYIPOΣ

Υπουργείο Ενέργειας, Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
Υπηρεσία Εμπορίου
Κλάδος Έκδοσης Αδειών Εισαγωγής/Εξαγωγής
Οδός Ανδρέα Αρασούζου Αρ. 6
CY-1421 Λευκωσία
Φαξ (357) 22 37 54 43, (357) 22 37 51 20
pevgeniou@mcit.gov.cy

LATVIJA

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
K. Valdemāra iela 3
LV-1395 Rīga
Fakss: +371-67 828 121
licencesana@mfa.gov.lv

LIETUVA

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija
Investicijų ir ekporto departamentas
Gedimino pr. 38/2
LT-01104 Vilnius
Faks. +370 706 64 762
vienaslangelis@ukmin.lt

LUXEMBOURG

Ministère de l'économie et du commerce extérieur
Office des licences
BP 113
L-2011 Luxembourg
Fax +352 466138

MAGYARORSZÁG

Magyar Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal
Németvölgyi út 37-39.
HU-1124 Budapest
Fax +36-1 4585 828
Courriel: keo@mkeh.gov.hu

MALTA

Commerce Department
Trade Services Directorate
Lascaris Bastions
Dahlet Ġnien is-Sultan
Valletta
VLT 1933

▼M1

NEDERLAND

Belastingdienst/Douane Groningen
Centrale Dienst voor In- en Uitvoer (CDIU)
Postadres: Postbus 3070, 6401 DN Heerlen
Bezoekadres: Kempkensberg 12, Groningen
Telefoonnummer: 088 — 1512122

ÖSTERREICH

Bundesministerium für Wissenschaft, Forschung und Wirtschaft
Abteilung C2/9 — Außenwirtschaftskontrolle
A- 1011 Wien, Stubenring 1
POST.C29@bmwfw.gv.at
Fax 01/71100/8048366

POLSKA

Ministerstwo Rozwoju
Plac Trzech Krzyży 3/5
00-507 Warszawa
Polska
Fax (48-22) 693 40 21/693 40 22

PORUGAL

Ministério das Finanças
Autoridade Tributária e Aduaneira
Rua da Alfândega, n.o 5, r/c
P-1149-006 Lisboa
Tel: (+ 351)218813843
Fax(+ 351) 218813986
dsl@at.gov.pt

ROMÂNIA

Ministerul pentru Mediul de Afaceri, Comerț și Antreprenoriat
Direcția Politici Comerciale și Afaceri Europene
Calea Victoriei nr. 152, sector 1
București cod 010096
Tel. +40 21 40 10 552
Fax +40 21 40 10 594
Courriel: cristian.diaconeasa@dce.gov.ro
paul.onucu@dce.gov.ro

▼M1

SLOVENIJA

Ministrstvo za finance
Finančna uprava Republike Slovenije
Finančni urad Kranj
Oddelek za TARIC
Spodnji Plavž 6c
SI-4270 Jesenice
Tel: +386 4 202 75 83
Fax +386 4 202 49 69
Courriel: taric.fu@gov.si

SLOVENSKO

Ministerstvo hospodárstva
Mierová 19
827 15 Bratislava 212
Slovenská republika
Fax (421-2) 43 42 39 15

SUOMI/FINLAND

Tulli
PL 512
FI-00101 Helsinki
Sähköposti: ennakkotarkkailu@tulli.fi

Tullen
PB 512
FI-00101 Helsingfors
Courriel: ennakkotarkkailu@tulli.fi

SVERIGE

Kommerskollegium
Box 6803
S-113 86 Stockholm
Fax (46-8) 30 67 59
registrator@kommers.se

UNITED KINGDOM

Department for International Trade
Import Licensing Branch
enquiries.ilb@trade.gsi.gov.uk